

# Coronavirus: la polémique monte sur la réouverture annoncée des écoles

Paris, 14 avr. 2020 (AFP) -

La polémique monte en France sur la réouverture des écoles à partir du 11 mai, date de la fin possible du confinement annoncée par Emmanuel Macron, alors que l'épidémie de coronavirus continue d'enregistrer des bilans extrêmement lourds dans le pays.

La France a franchi le cap de 15.000 morts du Covid-19 (15.729 morts), soit 762 décès supplémentaires par rapport au décompte de lundi soir. Il s'agit du plus important bilan quotidien depuis le début de l'épidémie, selon les chiffres fournis par le numéro 2 du ministère de la Santé Jérôme Salomon.

Par ailleurs, mardi soir, 6.730 patients dans un état grave se trouvaient en réanimation, soit un solde de -91 par rapport à lundi. Cet indicateur, qui dénote la pression sur le système hospitalier qui ne comptait avant la crise que 5.000 lits de réanimation, est très suivi par les spécialistes.

"Depuis quelques jours nous observons un plateau, un ralentissement de nombre d'admissions, une légère diminution de nombre de patients en réanimation (...) Grâce au confinement, nous avons limité la diffusion du virus", s'est félicité le Pr Salomon.

Après le discours très suivi du président Macron lundi soir, le gouvernement présentera "un plan complet de sortie" du confinement instauré le 17 mars "largement avant la date du 11 mai", a indiqué mardi le Premier ministre Edouard Philippe.

Car des voix s'élèvent déjà pour réclamer des précisions. "Il y a encore trop d'inconnues", a estimé le premier secrétaire du PS Olivier Faure, alors que les députés PCF demandaient des "garanties sanitaires".

Un sujet notamment alimente le débat: le chef de l'Etat a créé la surprise, en annonçant qu'à partir du 11 mai, seraient rouvertes "progressivement les crèches, les écoles, les collèges et les lycées", alors que dans l'enseignement supérieur, "les cours ne reprendront pas physiquement avant l'été". En revanche, bars, restaurants et salles de cinéma resteront fermés.

- "Risque inutile" -

"C'est tout sauf sérieux (...). On sait que c'est un lieu de haute transmission, de haute contamination. Cela paraît être en contradiction totale avec le reste", a réagi Francette Popineau, secrétaire générale du Snuipp-FSU, premier syndicat du primaire.

Côté médical, le président de la Fédération des médecins de France Jean-Paul Hamon s'est dit "tracassé" par une annonce qui ferait courir "un risque inutile".

Interrogé sur ces inquiétudes, le Pr Salomon est resté vague. "Le gouvernement fera tout pour qu'il y ait un risque le plus faible possible, l'objectif avant et après le confinement c'est de lutter contre la diffusion du virus".

Autre marqueur fort, il n'y aura pas de grands festivals ou rassemblements au moins jusqu'à la mi-juillet. Le festival d'Avignon a jeté l'éponge dès lundi soir. Côté musiques actuelles, les Eurockéennes de Belfort, les Francolies de La Rochelle ou le Main Square d'Arras ont suivi mardi alors que le festival breton des Vieilles Charrues, le plus important de France, est en suspens.

Le Festival de Cannes a annoncé qu'il envisageait de nouvelles "formes" pour son édition 2020. "Il apparaît désormais difficile de penser que le Festival de Cannes puisse être organisé cette année sous sa forme initiale", ont déclaré ses organisateurs.

Par ailleurs, les frontières de la France avec les pays non-européens "resteront fermées jusqu'à nouvel ordre", a précisé M. Macron.

Du côté des réactions positives, le patronat s'est déclaré "satisfait" que le président "ait fixé un cap pour remettre le pays en marche", à l'exception du secteur de l'hôtellerie-restauration exclu du déconfinement.

Le chômage partiel, qui concerne actuellement 8 millions de salariés, coûtera 24 milliards d'euros, a indiqué le ministre de l'Economie Bruno Le Maire sur BFMTV/RMC, ajoutant que l'effort public d'aide à l'économie atteindrait "plus de 100 milliards d'euros".

Le tableau est très sombre sur le plan économique: le gouvernement prévoit un recul de 8% du produit intérieur brut en France en 2020. Et la France devrait connaître un déficit public aux alentours de 9% du PIB cette année et une dette de 115%, a annoncé mardi le ministre des Comptes publics Gérald Darmanin sur Franceinfo.

- Quarantaine hôtelière ? -

Comment planifier le déconfinement? L'opération pourrait s'avérer catastrophique si n'était pas mis en place un système de tests massifs et d'isolement des personnes infectées, selon une étude réalisée notamment par l'Inserm.

"Nous sommes en train de renforcer nos capacités pour pouvoir en faire (des tests) massivement le moment venu", a assuré à l'Assemblée nationale le ministre de la Santé Olivier Véran. Il a toutefois exclu un dépistage systématique de la population.

"Tester les personnes symptomatiques et les personnes-contact c'est ce que nous recommandons de faire l'OMS et ce que font tous les pays les plus avancés en la matière", a-t-il assuré, arguant qu'un dépistage de toute la population, même s'il était matériellement possible, "ne dit rien de l'état de santé des ces personnes le lendemain".

Quant à l'isolement des personnes testées positives, "toutes les possibilités sont à l'étude, nous n'excluons rien", notamment une éventuelle réquisition d'hôtels, a souligné M. Véran.

"Pour l'instant, ce que je vois, c'est de la défiance, du doute et la parole publique a été tellement décrédibilisée sur les masques, sur les tests, qu'il faut des données concrètes", a estimé M. Faure.

Selon M. Véran, quelque 150.000 tests ont effectués actuellement par semaine et "nous sommes en train d'aller vers les 200.000 tests".

burs-so-neo/ial/or

Afp le 14 avr. 20 à 21 16.